

## L'état idéal dans la pensée politique de l'Imam Khomeiny

Sayyed Abdoul Qayyoun Sadjadi.

Le rapport de l'Etat avec le peuple, le devoir des droits mutuels des citoyens et des dirigeants constituent l'un des importants débats de la politique et de l'Etat. L'élaboration et la présentation de ce genre de sujet révèle cette importance dans ce sens qu'aujourd'hui, dans le monde, on se retrouve confronté à une nouvelle vague de démocratie et de gestion politico démocratique. On trouve rarement un système politique prêt à simplifier le rôle et la souveraineté du peuple. Les expériences historiques et les écrits des sociologues et politologues mettent en évidence la nature populaire des régimes politiques qui se traduit par le soutien des masses, l'une des importantes bases du système démocratique garant de la stabilité. La question relative à la souveraineté du peuple qu'on appelle « démocratie » remonte au temps anciens mais dans la plupart des pays du tiers monde en occurrence la République islamique d'Iran, elle ne remonte pas à trop longtemps. Ce point lève un pan de voile sur le non-dit de la démocratie et de la souveraineté du peuple dans ces sociétés. L'absence politique de la souveraineté du peuple et la participation des masses d'un côté, a créé de sérieux problèmes au niveau de la pratique, et d'un autre côté la création du gouvernement République islamique d'Iran sur la base des enseignements religieux, révélant la souveraineté divine dans tous les aspects de la vie individuelle et collective, a fait naître des contradictions et des sérieuses crises manifestes de la souveraineté du peuple et la combinaison des deux phénomènes religieux et mondains sur le plan théorique.

Si la loi de la souveraineté divine, en tant que manifestation de la pensée religieuse de la société islamique est dans tous les domaines de la vie individuelle, la souveraineté du peuple aussi se présente comme un phénomène de droit considéré comme l'une des valeurs humaines dans le processus de l'évolution historique et des événements politiques des sociétés.

La République islamique d'Iran qui considère la souveraineté divine comme le fondement de tous les critères politiques et sociaux n'a pas oublié la souveraineté du peuple. La République exprime le gouvernement du peuple et l'islam représente le gouvernement de Dieu sur tout l'univers. La constitution de la République islamique d'Iran rédigée avec les critères religieux et juridique tient en compte ces deux éléments et divers fondements.<sup>1</sup>

Même comme dans la constitution et les avis des pionniers et des cadres de la République islamique d'Iran, on remarque une sorte d'efforts et d'harmonies entre la souveraineté divine et la souveraineté du peuple, des non-dits et des zones d'ombres planent encore et requièrent encore l'attention des chercheurs et penseurs musulmans appelés à donner une réponse claire et acceptable. Le vide théorique, le manque des recherches académiques et sérieuses a fait en sorte qu'un groupe de jeunes de notre société pense qu'il existe une sorte de désaccord entre les deux. Sans aucun doute, la présentation méthodique de ce thème avec pragmatisme et esprit de critique, est un devoir auquel les chercheurs en religion accordent de l'importance au milieu de tout ceci : les paroles, les directives et les sages recommandations de l'Imam Khomeiny et du guide suprême de la révolution contribueront à nous apporter la clairvoyance sur cette question importante.

Cet article développera la place et les devoirs de l'État et le peuple, ainsi que les rapports entretenus par les deux dans la pensée politique de l'Imam Khomeiny. Il s'appuiera sur les œuvres et les déclarations de ce grand homme pour expliquer et élucider le rapport entre l'État et le peuple, et les droits mutuels entre les deux.

---

<sup>1</sup> Confère constitution de la République islamique d'Iran, première partie : article 2 et 3

## 1. Le gouvernement islamique dans la pensée de l'Imam Khomeiny.

La conception religieuse de l'Imam sur les questions politiques et sociales a influencé ses idées politiques, son point de vue sur la politique et sa conception vient de ses croyances juridico-religieuses. Raison pour laquelle, c'est ce qu'il explique sur le peuple, l'État, et le rapport entre les deux. Et leurs rôles dans la société dévoilent les caractéristiques de l'Etat et d'une société religieuse qui fonctionnent selon les principes tirés des sources religieuses et de la conduite politique des guides infaillibles. Les points essentiels avancés par l'Imam dans la présentation de l'État et de la société islamiques ressortent des textes religieux et des sources politiques de l'islam.

Les plus importantes particularités du gouvernement islamique dans la pensée politique de l'Imam Khomeiny se présentent comme suit :

- A. L'Etat est un commis et non un commandant
- B. Respectueux des lois
- C. L'État dépositaire.
- L'Etat est un commis et non un commandant.

Dans la pensée politique de l'Imam Khomeiny, la notion de servir fait partir des plus importantes particularités du gouvernement islamique. Une telle conception découle de la philosophie politique et de gouvernement dans la pensée du chiisme et cela est relié à ce qu'on trouve dans les textes religieux au sujet de l'objectif politique et du gouvernement.<sup>2</sup> Une pareille approche à propos du gouvernement et de la politique telle que définie par l'Imam Khomeiny, distingue le sens de servir et celui de commander. Selon cet avis, on évalue le caractère religieux de l'État et la réussite de sa mission par sa manière d'offrir des services à la société islamique. L'Imam Khomeiny déclare à ce propos :

« Dans un gouvernement islamique, un gouvernement juste est un gouvernement qui suit le peuple, que le gouvernement soit au service du peuple, et non l'inverse. Le gouvernement islamique est un gouvernement qui est là pour servir le peuple et doit servir le peuple »<sup>3</sup>.

De cette déclaration de l'Imam on retient quelques points essentiels :

- Le gouvernement islamique doit reposer sur la justice.
- Il doit suivre le peuple
- Il doit être au service du peuple et le peuple ne doit pas être au service du gouvernement. Et finalement, le gouvernement doit servir le peuple et la société.

Cependant, il existe une sérieuse différence entre les services du gouvernement islamique et les services du gouvernement non islamique, car le sens de servir et le sens de responsabilité des cadres de la société islamique ne se limitent pas seulement sur le côté mondain. Ils œuvrent pour propulser la société islamique au bonheur spirituel et à la perfection.

Dans la pensée politique de l'Imam Khomeiny, prendre le pouvoir est juste quelque chose de formel, et n'est qu'un instrument pour servir. C'est un critère d'évaluation de la religiosité des hommes de l'Etat :

« Les gens doivent saisir ceci : ceux que le cœur bat vraiment pour l'islam et leurs pays, doivent réaliser que, ce n'est pas le poste qui est le critère, ce n'est pas le rang qui est le critère. Le poste

---

<sup>2</sup> L'Imam Ali (a.s) évoque cela dans Nahjoul balagha à savoir que le but de la politique dans la société islamique et le gouvernement religieux consiste à accomplir le message divin et la responsabilité humaine et non à commander et exercer le pouvoir.

<sup>3</sup> Sahfeh nour vol 5 page 241

de présidence de la République n'est pas un critère, être le chef de l'exécutif ou le chef du pouvoir législatif est des choses qui finissent. Ce qui est important c'est servir, un homme engagé et quel que soit où il se trouve s'il voit que le service est bien cet endroit devient plus animé. »<sup>4</sup>

Selon l'Imam Khomeiny, le pouvoir politique n'est pas le but politique et le gouvernement, mais un moyen qui établit le rapport entre le gouvernant et le gouverné sous la forme la plus suprême dans un cadre de la fraternité religieuse :

« Parmi les mutations qui doivent se réaliser, et pour lesquelles chers messieurs, vous devez fournir des efforts, il y a ceci, ne soyez pas arrogant d'être dirigeant. On est commandeur lorsqu'il y a commandement, celui qui obéit au commandement sans fraternité et une catégorie de tyran et de l'autre côté un peuple obéissant à leurs ordres. Or dans l'islam, on ne trouve pas cela. Ceux qui dirigeaient les pays islamiques...n'étaient pas du genre qui avaient le sens de responsabilité dans le rapport entre le gouvernant et le gouverné »<sup>5</sup> à ce propos, on remarque dans une autre déclaration de l'Imam : « occuper la tête du gouvernement en soi n'est pas une distinction et ne procure pas de statut. C'est un moyen d'accomplir le devoir, appliquer les lois et établir le système juste de l'islam...si cet instrument est utilisé par les hommes de Dieu, et que le bien et le but ne se concrétisent pas alors cela n'a aucune valeur »<sup>6</sup>.

- L'Etat respectueux des lois.

Le règne et le respect de la loi que ce soient les lois islamiques et les lois étatiques, font partir des autres éléments importants du gouvernement islamique dans la pensée de l'Imam Khomeiny. Le regard religieux vis-à-vis du gouvernement et de la politique fait de l'Etat et des fonctionnaires du système des garants de l'application des lois islamiques. Respecter la loi est un devoir religieux et le devoir du gouvernement islamique et le respect de la loi par les fonctionnaires est plus important. L'Imam Khomeiny signale en effet ce point :

« Le gouvernement islamique est un gouvernement de loi, dans ce genre de gouvernement, la souveraineté appartient à Dieu et à la loi, l'ordre et le décret viennent de Dieu. La loi de l'islam ou le commandement de Dieu règne totalement sur tous les individus et le gouvernement islamique. Toutes les personnes du messenger de Dieu en passant par les Khalifes jusqu'aux autres individus respectent la loi jusqu'à la fin de leurs vies. Cette loi qui est expliquée par le coran et par le noble prophète. Si le messenger de Dieu fut chargé du Khalifa, c'était par ordre de Dieu et il n'a pas formé le gouvernement islamique pour lui, pour devenir le président des musulmans »<sup>7</sup>

Le respect de la loi religieuse comme étatique, n'est pas seulement quelque chose de théorique dans la vision de l'Imam Khomeiny. Il confirme que cela doit s'appliquer de manière palpable et que l'exercice de la souveraineté politique et du règne de la puissance religieuse de l'islam fonctionne dans le cadre de la loi et du respect des préceptes religieux applicables :

« Dans le gouvernement islamique, il n'y a pas de place pour des dirigeants arrogants et dictateurs. Ce qui se produit dans le plan gouvernemental doit correspondre avec la loi de Dieu, y compris même l'obéissance à l'autorité du religieux, elle doit se faire conformément à la loi de Dieu. Toutefois, le guide applique des noms conformément à l'intérêt des musulmans ou de son peuple,

---

<sup>4</sup> Ibid vol 19 page 217

<sup>5</sup> Institut pour la compilation et de la publication des œuvres de l'Imam Khomeiny, doctrine de la révolution islamique page 140

<sup>6</sup> Wilayatou faqi au gouvernement islamique page 69-71

<sup>7</sup> Institut pour la compilation et la publication des œuvres de l'Imam Khomeiny, doctrine de la révolution islamique, page 136-137

on ne peut pas considérer cela comme la dictature et le totalitarisme. Il doit au contraire en fonction agir face aux situation en fonction des intérêts, c'est-à-dire, son point de vue tel son acte doit suivre un intérêt »<sup>8</sup>.

Ainsi, dans la théorie politique de l'Imam Khomeiny, l'Etat et le gouvernement islamique doivent exercer et gouverner dans les limites de la loi et de l'intérêt de la communauté islamique. En réalité, là où le dirigeant islamique considère que c'est dans l'intérêt islamique, et applique son point de vue dans la gestion de la société, une sorte de respect de la loi dans les limites de l'intérêt général du musulman règne sur son point de vue et son action. Alors, dans le gouvernement idéal de l'Imam, c'est la loi qui règne réellement et tout le monde fonctionne sous le parapluie de la loi et des commandements religieux :

« Le vrai dirigeant c'est la loi, tout le monde est sous la protection de la loi, ils sont sous la protection de la loi de l'islam, le peuple et les musulmans sont libres dans le cercle des commandements islamiques c'est-à-dire après avoir appliqué conformément aux préceptes islamiques, nulle n'a le droit de dire assoies toi ici ou vas là-bas »<sup>9</sup>.

Dans l'Etat respectueux des lois de l'Imam Khomeiny, l'obéissance des citoyens aux commandements et aux ordres du gouvernement islamique signifie suivre la loi, et seule la loi commande dans les sociétés : « le gouvernement de l'islam signifie respecter la loi et seule la loi règne dans la société »<sup>10</sup>

- Le gouvernement dépositaire.

Dans la pensée de l'Imam Khomeiny, celui qui dirige la société islamique et le gouvernement, ne sont pas considérés comme les gouvernants tout puissants absolus sur les citoyens. Les hommes de l'Etat sont des gens qui sont des dépositaires pour les peuples et ils sont leurs représentants.

Ainsi, le gouvernement islamique est tenu d'exercer le pouvoir politique dans le but de promouvoir les croyances religieuses, les enseignements de l'école religieuse et garantir les intérêts de la société. Dans ce point de vue, le gouvernement islamique qui a acquis sa souveraineté religieuse à travers l'acceptation de la masse des musulmans est politiquement légitime, et jouit du soutien du peuple lorsque tous ses programmes politiques, économiques et sociaux respectent les croyances religieuses et culturelles de la société dans les limites de la loi et des règlements de la religion. Dans le cas contraire, grâce à leurs supervisions, et leurs consultations, la communauté islamique et le peuple islamique peuvent déposer les membres du gouvernement. Comme le dit l'Imam , « si le peuple ne veut plus d'un dirigeant, il doit le déposé »<sup>11</sup>

Le respect du dépôt par le gouvernement islamique apparait à plusieurs endroits dans les déclarations et la pensée de l'Imam Khomeiny. Il déclare en effet : « comme le gouvernement islamique est le gouvernement de la loi, les spécialistes dans le domaine de la loi très au-dessus encore les spécialistes en religion, c'est-à-dire les juristes des musulmans doivent se charger de cela. C'est eux qui doivent veiller sur toutes les affaires consécutives, administratives, et tous

---

<sup>8</sup> Institut pour la compilation et de la publication des œuvres de l'Imam Khomeiny, qitab al bayei vol 2 page 451 cité par le journal République islamique N°5503

<sup>9</sup> Wiyalatou Faqi au gouvernement islamique page 81

<sup>10</sup> Ibid. page 47

<sup>11</sup> Sahifeh ye nour vol 4 page 73

les programmes du pays. Les juristes musulmans sont dignes de confiance dans l'application des lois de Dieu ».<sup>12</sup>

Dans un autre passage, il explique : « le fait d'être digne de dépôt et garant de dépôt veut dire que les juristes sont tenus d'être honnêtes et d'appliquer toutes les choses que l'islam a décrétées et non se contenter juste d'en parler »<sup>13</sup>

## 2. Le rapport de l'Etat et le peuple dans la pensée de l'Imam Khomeiny.

Sans le gouvernement islamique, la plus suprême forme des rapports est celle que l'Etat entretient avec le peuple car les deux ensembles s'estiment responsables face à l'application et les orientations de l'un et de l'autre. Les dirigeants des gouvernements sont des dépositaires tels leurs frères musulmans, ils sont présents auprès du peuple de manière directe et loin de toute forme de protocoles de manière politique répond, écoute du fond du cœur les doléances du peuple et résoud leurs problèmes.

Le rapport de l'Etat et le peuple dans la pensée de l'Imam Khomeiny est un sujet très important et étendu, qu'on note de part et d'autre dans ses orientations et ses sages recommandations. Ici, nous allons étudier ce rapport sur plusieurs plans :

### a) Le rapport direct de l'Etat et du peuple.

Dans la plupart des systèmes et des régimes politiques, les dirigeants sont considérés comme une classe distinguée et occupent un statut particulier dans la société, ils n'entretiennent aucun rapport avec les démunis et les pauvres de la société. Dans ce genre de régime, il est difficile que le peuple ait accès à ses dirigeants. La peur et la crainte planent au sein des classes gouvernantes et des gouvernés, cela fait plutôt régner un rapport de flagornerie et de flatterie. L'une des particularités des régimes dictatoriaux repose sur l'art de faire des éloges et des louanges dans la société. C'est sous cette base que l'Imam Ali (as) insistait pour que ses suiveurs évitent le mauvais comportement préjudiciable, il ordonnait de dire la vérité, d'être avec la vérité et de faire des rappels à leurs dirigeants.<sup>14</sup> ce modèle religieux politique se voit aussi dans la pensée et la pratique de l'Imam Khomeiny :

« Le dirigeant islamique n'est pas comme les autres dirigeants du genre, les sultans ou les présidents de la République. Le dirigeant dans l'islam est un dirigeant qui circule au sein du peuple, il vient prier dans la petite mosquée de la ville et il écoute le peuple. Ceux qui détiennent le pouvoir entre les mains viennent à la mosquée comme les autres classes sociales et les rassemblements doivent être tels que lorsque le cadre de l'Etat se joint à eux, il ne réalise même pas qu'il est arrivé, c'est ainsi que doivent être ceux qui détiennent des postes, ils doivent vivre comme des gens ordinaires »<sup>15</sup>.

L'Imam Khomeiny, recommande beaucoup de s'inspirer du modèle du gouvernement religieux du messager de Dieu et des Imam s infallibles, de s'inspirer de leurs conduites pratiques et administratives et qui se caractérisent par le fait d'être toujours avec le peuple, éviter de se considérer comme appartenant à une classe supérieure des dirigeants de l'Etat du gouvernement islamique :

---

<sup>12</sup> Le gouvernement islamique page 80

<sup>13</sup> Ibid page 81

<sup>14</sup> Confère Nahjoul balagha sermon 216

<sup>15</sup> Sahifeh ye nour Vol 3 page 84

« Le prophète lui-même, quand il était dans une assemblée, il s'asseyait s'il voulait dire quelque chose, parler, émettre un jugement de toutes les autres choses. La situation était telle que si quelqu'un entrait, s'il ne le connaissait pas bien avant, il ne pouvait pas facilement distinguer qui est le chef, et sur qui s'applique le titre de sultan ? »<sup>16</sup>

b) Le rapport de compréhension mutuelle et non de dictature.

Dans l'Etat religieux de l'Imam Khomeiny, le rapport du peuple avec le gouvernement repose sur la fraternité religieuse et la responsabilité de tous. La dictature et l'arrogance des dirigeants n'a pas sa place. Le peuple est considéré comme le pilier principal du système religieux. Dans ce point de vue, la responsabilité prédit des individus dans le destin de la société islamique fait partir des devoirs des dirigeants, et la communauté islamique selon le principe de la responsabilité générale est tenue d'avoir un comportement de contrôleur et de superviseur de l'action des dirigeants du gouvernement. Selon l'Imam, la force et la profondeur du rapport doivent reposer sur la compréhension, le partage des idées entre l'Etat et la nation. Et cela montre la bonne marche et la force de l'Etat qui doit toujours considérer le peuple :

« Si un pays veut être une nation saine, il doit régner une compréhension entre l'appareil dirigeant et le peuple...le régime islamique entretient peut-être au sommet du programme, ce même rapport entre l'Etat et le peuple. C'est-à-dire, l'Etat ne doit pas se considérer à part, par rapport au peuple pour vouloir lui imposer des choses, le menacer, le terrifier et le torturer, et le peuple à son tour ne doit pas s'employer à affaiblir l'Etat ou à contourner les commandements de l'Etat...ça doit être une ligne de conduite pour les Etats, pour les institutions et pour tous les autres endroits. Ils ne doivent pas séparer le peuple d'eux et doivent considérer le peuple comme faisant partie d'eux même. Le peuple aussi, doit considérer les dirigeants comme faisant partie d'eux même. Si une telle entente règne entre l'Etat et la nation, alors cet Etat jouit de l'appui de la nation et on ne peut pas le faire tomber. »<sup>17</sup>

Raison pour laquelle, dans le système politique de l'islam et le modèle idéal de l'Etat de l'Imam Khomeiny, le rapport entre les dirigeants et le peuple repose sur l'entente, la solidarité, le respect de la personnalité et les idées de la société. Le dirigeant est un dépositaire pour la société et il est là pour obtenir la satisfaction du peuple, favoriser son épanouissement matériel et spirituel.

c) Supervision mutuelle.

Parmi autres aspects des rapports mutuels entre l'Etat et le peuple, selon l'Imam Khomeiny, nous avons la responsabilité de la supervision mutuelle Etat- peuple. Sur cette base d'un côté, les dirigeants sont tenus dans le cadre de la promotion des valeurs et des enseignements religieux à veiller sur la société islamique. Et de l'autre côté, le peuple aussi est tenu de veiller sur le gouvernement dans ses orientations et ses planifications à l'intérieure et à l'étranger. Il se doit de lui faire des propositions, et veiller à l'amélioration des conditions de vie et de renforcement des bases du système islamique dans la société. L'Imam dans plusieurs de ses déclarations revient sur les biens fondés de l'observation du peuple sur le comportement des dirigeants, et les orientations politiques de l'Etat, ainsi que le rapport de superviseur et de consultant de l'Etat et du peuple :

« Si la nation veut que cette victoire aille jusqu'à la fin et arrive à son terme comme le souhaite tout le monde, elle doit veiller sur ceux qui travaillent au compte de l'Etat. Le président de la

---

<sup>16</sup> Institut pour la compilation et de la publication des œuvres de l'Imam Khomeiny, doctrine de la révolution islamique. Page 361

<sup>17</sup> Institut pour la compilation et de la publication des œuvres de l'Imam Khomeiny, à la quête de la voie dans les paroles de l'Imam 9<sup>e</sup> livre page 275-276.

République, le président de l'assemblée nationale doivent veiller à ne pas partir de la classe moyenne vers la classe supérieure comme le disent eux même la classe des nanties. »<sup>18</sup>

L'observation du peuple dans le gouvernement islamique est si importante que l'Imam la considère comme une obligation divine et une responsabilité religieuse. Il affirme : « c'est quelque chose d'important et ces messieurs doivent être vigilant. Toute la nation est tenue d'observer les choses. Si je pose un pied à côté, et je le pose mal, le peuple a le devoir de dire, vous avez mal placé votre pied, veiller sur vous même...tout peuple est tenu de superviser toutes les activités qui pour le moment concerne l'islam. Si à un moment il voit que l'un des comités que Dieu nous en préserve, agit contrairement aux commandements de l'islam, le marché doit contester, l'agriculteur doit protester, les architectes doivent protester jusqu'à ce que ce qui est tordu se redressé. »<sup>19</sup>

Ainsi, dans le gouvernement islamique, l'Imam Khomeiny, de même que le peuple a eu à beaucoup contribuer pour l'implantation du système religieux, estime qu'il doit également superviser le limogeage et la nomination des fonctionnaires du gouvernement islamique.

d) Rapport de fraternité et non rapport de commandant et commandé.

Dans la pensée de l'Imam Khomeiny, les dirigeants du gouvernement islamique ne jouissent d'aucun privilège de classe. Ils sont égaux au peuple. Dans le système politique de l'Imam, le rapport entre le gouvernant et le gouverné ne se présente pas sous la forme de commandant et commandé. C'est plutôt sous la forme de de fraternité religieuse et d'égalité, dans cette perspective, les dirigeants et les hommes de l'Etat ne sont pas des commandants absolus sur des peuples. Ils sont égaux aux autres masses populaires face à la loi de l'islam et de l'Etat :

« La société de demain est une société d'évaluation, une société dans laquelle on critique, une société dans laquelle tout le monde participe à la gestion de ses affaires. »<sup>20</sup>

L'ordre politique de l'Imam exécute les lois divines qui ne sont pas fondées sur la base de la distinction entre les différentes classes sociales, et tous les citoyens sont égaux devant la loi :

« C'est un gouvernement dans lequel face à la loi tout le monde est au même pied d'égalité, parce que la loi de l'islam c'est la loi de Dieu, et tout le monde se présente devant Dieu exalté et glorieux soit-il que ce soit le gouvernant ou le gouverné que ce soit le prophète, l'Imam ou les autres personnes. »<sup>21</sup>

En appuyant sur la préservation de la fraternité religieuse, l'Imam condamne la quête de distinction ou l'instauration des différences entre la vie des hommes de l'Etat et le peuple. Il précise en effet que cela a des répercussions dangereuses :

« Par la grâce de Dieu aujourd'hui, tous nos cadres et nos dirigeants ne vivent pas dans des palais. Notre gouvernement n'est pas un gouvernement des gens qui vivent dans les villas. Le jour où notre gouvernement s'intéressera à la vie des palais, alors ce jour, on devrait lire la Fatiha du décès de l'État et de la nation. Le jour où, le président de la République, que Dieu nous en préserve, sortira d'une maison simple et ira s'installer dans un palais, alors ce jour, marquera le début de son déclin et pour ceux qui seront en contact avec lui...ces sultans et tyrans qui vivent dans de

---

<sup>18</sup> Sahifeh ye nour Vol 7 page 33-34

<sup>19</sup> Institut pour la compilation et de la publication des œuvres de l'Imam Khomeiny, doctrine de la révolution islamique, page 286.

<sup>20</sup> Sahifeh ye nour Vol 3 page 53

<sup>21</sup> Ibid. vol 1 page 169

somptueux palais ne peuvent pas penser au peuple, ils ne peuvent pas réaliser ce que veut dire l'individu ? ... »<sup>22</sup>

Ainsi, selon l'Imam, l'extension et la consolidation du rapport entre l'Etat et le peuple reposent dans l'esprit de fraternité religieuse, d'harmonie et de convergence des membres du gouvernement avec des citoyens et pour le protéger et le renforcer, les hommes de l'État devraient être en contact avec les souffrances et les problèmes du peuple.

### 3. Droits communs de l'État et du peuple dans la pensée politique de l'Imam Khomeiny.

Il n'y a aucun doute que la politique et le gouvernement dans nos sources religieuses et la pensée de l'Imam Khomeiny, n'ont pas pour but final la distinction entre les êtres humains. En fait, le plus important but apparaît dans la pensée du gouvernement selon l'Imam Khomeiny. Il s'agit de garantir le bonheur de l'homme, son épanouissement. Améliorer son être du point de vue matériel et spirituel.

Dans les gouvernements non religieux, la participation des personnes tourne autour de la satisfaction des désirs de la quête du pouvoir. Les partis politiques ici se livrent à de féroces compétitions pour acquérir le pouvoir, ils utilisent différentes formes de ruses et de bassesses. Mais dans le gouvernement islamique, cette participation est un devoir et une obligation divine pour les individus, ils sont juste tenus d'accomplir leurs devoirs. Raison pour lesquels ils n'ont pas le droit d'utiliser des moyens abominables pour triompher sur leurs adversaires. En considérant le sens de la responsabilité chez l'être humain, et le fait que le pouvoir et la politique sont des moyens pour accomplir les obligations divines, l'État et le peuple sont tenus de respecter leurs droits mutuels.

### 4. Droits mutuels entre l'État et le peuple selon l'Imam Ali (as).

L'Imam Ali (as) insiste sur le droit mutuel entre l'État et le peuple et il expose ce qui en découle en quelques lignes :

« Le plus grand droit que Dieu a rendu obligatoire, c'est le droit du gouvernement sur le peuple et le droit du peuple sur le gouvernement, c'est un devoir que Dieu a imposé pour les deux parties, et cela instaure l'affection entre eux et la dignité religieuse. Les gens ne s'amélioreront jamais à moins que leur État soit amélioré, les gouvernements ne seront jamais meilleurs tant que le peuple n'est pas redressé. Chaque fois que le peuple respecte les droits de l'État, et l'État respecte les droits du peuple, les fondements de la religion seront bien établis dans la société, les signes de la justice se manifesteront, les traditions suivront leurs cours, le temps connaîtra des améliorations, l'État sera stable, et l'ennemi se découragera. »<sup>23</sup>

À la suite de ce sermon, l'Imam énumère quelques exemples des plus importants droits du peuple et des dirigeants islamiques, ensuite, il présente les surjections et la participation observatrice de la communauté islamique, la quête des vérités, la consultation juste et l'abstinence face à la confiscation comme les plus importants devoirs du peuple face à l'État. D'un autre côté, le gouvernement islamique doit œuvrer pour améliorer les choses dans la société, instaurer l'équité et la justice sociale, favoriser le cadre de l'épanouissement de la société islamique.

### 5. Droits mutuels entre l'État et le peuple selon l'Imam Khomeiny.

---

<sup>22</sup> Ibid vol 17 page 218

<sup>23</sup> Confère Nahjoul balagha sermon 207

L'Imam Khomeiny déclare que l'État et le peuple ont des droits dont le respect et l'application renforcent les piliers de l'État et de la société. À ce sujet, on peut apporter en résumé certaines de ses déclarations :

A. Les devoirs de l'État face au peuple.

1. Respecter la voix du peuple.

Parmi les plus importantes voix que l'État est tenu de respecter, dans les régimes théocratiques, il y'a le respect des voix et des opinions du peuple, cela ressort dans plusieurs des déclarations de l'Imam Khomeiny :

« le gouvernement de la République islamique à laquelle nous aspirons, s'inspirera de la conduite du prophète et de l'Imam Ali (as) et elle s'appuie sur l'opinion de l'ensemble de la nation, et la forme du gouvernement serait de déterminer en fonction du choix du peuple »<sup>24</sup>

Dans un autre endroit, l'Imam précise la place du peuple et le respect de sa voix en exprimant cette nécessité de tenir en considération l'opinion du peuple comme un devoir pour l'État :

« Nous obéissons à la voix du peuple, quel que soit-ce que le peuple vote, nous suivons. Nous n'avons pas le droit de nous y opposer, Dieu ne nous l'a pas permis. Le messenger de Dieu n'a pas permis d'imposer quelque chose à notre peuple. »<sup>25</sup>

2. Garantir l'indépendance et la liberté.

L'indépendance face aux forces étrangères. La souveraineté intérieure autonome sur la base des valeurs et des croyances religieuses du peuple garantit les libertés politiques et sociales...sont entre autres des droits fondamentaux pour toutes les sociétés et pour tous les Hommes. Toutes les nations du monde se battent sérieusement en permanence pour accéder à cela. Dans la pensée politique de l'Imam Khomeiny, l'indépendance pour la société, les libertés sociales du peuple font partir des plus importants droits de la nation qui reposent sur la tête de l'État et du gouvernement, et les dirigeants et les cadres du gouvernement islamique devraient appliquer cela dans tout leur programme. L'Imam déclare à ce sujet :

« C'est le peuple qui dit la vérité, il réclame ses droits, la liberté c'est un droit du peuple, l'indépendance d'une nation est un droit pour les ressortissants de cette nation. »<sup>26</sup>

La liberté d'élire les dirigeants et les cadres du gouvernement islamique est un autre aspect de droit à l'indépendance et à la liberté du peuple que l'Etat musulman doit garantir :

« Inviter les gens à voter, mais chacun dans la nation est toujours libre. Chacun peut voter qui il veut...tu ne peux obliger quelqu'un à voter telle ou telle. »<sup>27</sup>

Selon l'Imam Khomeiny, non seulement le droit à la liberté d'expression à la croyance fait partir des droits inaliénables pour ceux qui sont attachés à la religion. Elle s'applique aussi avec des conditions particulières aux adeptes d'autres confessions religieuses, l'Imam Khomeiny déclare :

---

<sup>24</sup> Sahifeh ye nour Vol 3 page 27

<sup>25</sup> Ibid vol 10 page 181

<sup>26</sup> Ibid vol 7 page 216

<sup>27</sup> Ibid vol 17 page 95

« Nous n'avons jamais suspendu ou violé leurs libertés. Chacun est libre d'exprimer sa croyance, mais il n'est pas libre de fomenter des complots »<sup>28</sup>

### 3. Faire valoir des droits et établir la justice sociale.

Comme on l'a évoqué bien avant, la politique et le gouvernement selon l'islam et dans la pensée politique de l'Imam Khomeiny, ne sont pas les buts, mais plutôt des moyens pour accomplir des obligations religieuses, faire valoir les droits des pauvres et établir la justice sociale. L'Imam présente comme le plus médiocre des gouvernements ce gouvernement qui n'arrive pas à récupérer les droits des pauvres chez les nantis. Et dans la pensée politique de l'Imam Khomeiny, le gouvernement islamique et le gouvernement idéal se doit de garantir le droit des pauvres et des faibles, il se doit d'établir la justice sociale :

« Prendre les rênes du gouvernement en soi ne constitue pas un privilège et n'élève pas le statut. En réalité, c'est un moyen pour accomplir les responsabilités et faire appliquer la loi. C'est un moyen pour établir un ordre islamique juste. »<sup>29</sup>

Les Imams et les juristes justes doivent veiller à investir un gouvernement qui s'emploiera à appliquer les lois de Dieu, à établir un ordre islamique juste et à servir le peuple. Pour eux, le gouvernement n'est rien d'autre que les peines et les efforts. L'Imam Ali (as) explique la raison pour laquelle il a accepté de prendre la direction du gouvernement en disant que c'était pour des buts suprêmes, pour établir la vérité et écarter le faux.<sup>30</sup>

#### B. Les droits de l'État sur le peuple.

1. Comme il apparaît dans la parole de l'Imam Ali (as), la durée d'un État dépend du soutien global du peuple. Les droits que les dirigeants du gouvernement islamique ont sur le peuple consistent à aider les dirigeants dans leurs programmes de réforme, d'éducation et des services. Dans la théorie gouvernementale selon l'Imam, le soutien que le peuple accorde à l'État fait partir des plus importants droits de ce dernier qui présente des avantages et des bénédictions importantes pour le système islamique. D'un autre côté, ne pas respecter ce droit a des répercussions amères et peut créer des problèmes pour la société et le peuple. Après avoir expliqué ce droit l'Imam Khomeiny rappelle que ne pas le respecter peut engendrer de sérieux problèmes :

« La différence entre la révolution islamique et non islamique repose sur le fait que, quand la révolution est islamique, le peuple la soutient et quand le peuple donne un coup de pouce à quelque chose ça avance vite, on subit peut de corruption »<sup>31</sup>

« Notre armée, nos forces de l'ordre, nos gardiens, tous ceux-là jouissent du soutien de toute la nation. Vous constatez actuellement que tout notre pays est en guerre...et une telle nation dont l'armée est avec le peuple forme une même entité, son président et les autres sont des frères, tous ces services rendus à leurs peuples font en sorte que leur nation les soutient. De quoi peut avoir peur une telle nation, soyez en sûre »<sup>32</sup>.

---

<sup>28</sup> Institut de la compilation et de la publication des œuvres de l'Imam Khomeiny, doctrine de la révolution islamique page 330-331

<sup>29</sup> Ibid. page 141

<sup>30</sup> Le gouvernement islamique page 69-71

<sup>31</sup> Sahifeh ye nour Vol 9 page 139

<sup>32</sup> Ibid. vol 13 page 145

Si l'Imam appui dans ses déclarations sur le ralliement du peuple, l'espérance et l'acquisition de leur soutien<sup>33</sup>, c'est parce que cet appui contribue à renforcer le système ainsi que leur obligation face à l'État.

## 2. Observation et consultation.

Parmi d'autres droits de l'État sur le peuple dans la pensée politique de l'Imam Khomeiny, il y'a la responsabilité de l'observation et de la consultation. Le peuple dans la société islamique ne doit pas avoir des comportements politiques ou être indifférent face aux prises des positions sociales de leur responsable. Ils doivent avoir un œil sur la planification et les actions du gouvernement et ses fonctionnaires à travers le principe d'ordonnance du bien et de l'interdiction du mal. Ils doivent faire des rappels, donner des conseils aux dirigeants<sup>34</sup>. Et avec les observations consultatives ponctuées de bonnes intentions, le peuple aide le gouvernement islamique à se renforcer, il permet à ses cadres de s'améliorer. Dans tous les aspects sociaux, politiques et gouvernementaux, le peuple doit exécuter cet élément. Dans la pensée politique du gouvernement selon l'Imam Khomeiny, ce droit est mentionné :

« Veiller à ce que ceux qui agissent au nom de l'islam, des musulmans et ceux qui sont comme des architectes n'agissent pas contrairement à la réglementation et que Dieu nous en préserve, ternissent l'image de la religion et font passer une fausse et laide image de la religion »<sup>35</sup>.

« ...à votre attention, messieurs, tout le monde, toute la nation est tenue de jouer les observateurs sur les affaires, toute la nation doit avoir un œil sur toutes les activités qui concernent actuellement l'islam. »<sup>36</sup>

L'Imam dans une autre déclaration décrit l'observation comme un élément très au-dessus du droit en tant que devoir et responsabilité religieuse :

« Toutes les couches de la société doivent s'imposer des devoirs, ils doivent se dire nous sommes tenus de la même manière que tout homme s'impose le devoir de veiller sur ses enfants. Ce sentiment doit naître en nous, et nous devons savoir que notre nation c'est notre famille, c'est notre maison...c'est toute la nation, c'est le pays. le pays appartient à la nation »<sup>37</sup>

Par cette contribution, le peuple peut jouer un rôle à part dans l'observation des actes du gouvernement et de l'assainissement de la société. Ainsi, dans les droits mutuels entre le gouvernement et le peuple selon l'Imam Khomeiny, quelques principes sont plus important et sont digne de considération, il s'agit de : le soutien du peuple apporté à l'État, l'observation, la surveillance, donner des points de vue avec bonnes volontés à travers l'ordonnance du bien et l'interdiction du mal et conseiller les fonctionnaires islamiques.

## 3. Présence permanente et nécessité de résistance.

Entre autres droits de l'État sur le peuple, tel que cela ressort des sources religieuses et la pensée politique de l'Imam Khomeiny, il y'a la nécessité pour le peuple de résister face aux problèmes qui les touchent de l'intérieur ou venant de l'extérieur des frontières islamiques. La présence

---

<sup>33</sup> Institut de la compilation et de la publication des œuvres de l'Imam Khomeiny, doctrine de la révolution islamique page 333-439

<sup>34</sup> Revue de science politique, institut supérieure Baqir al ouloum Qom N<sup>12</sup> page 108

<sup>35</sup> Sahifeh ye nour Vol 7 page 33

<sup>36</sup> Ibid. page 34

<sup>37</sup> Ibid. page 13

permanente du peuple sur la scène, en plus du renforcement de base du gouvernement, aident les hommes de l'État à mieux exécuter leurs programmes suprêmes. Cette résistance fortifie l'État face aux invasions étrangères. L'Imam déclare à ce sujet :

« Ce qui est important est que la révolution islamique est islamique, et a été acquise par le peuple. C'est le peuple qui a fait la révolution. Le peuple doit la mener à terme. Le peuple s'est soulevé, il a chassé le char, renversé son régime et instauré le système islamique à l'avantage des faibles. Alors le peuple doit maintenir ce qu'ils ont fondé, plus la tâche est grandiose, plus les ennemis augmentent et grandissent encore »<sup>38</sup>

Comme on le voit dans cette déclaration, la présence permanente du peuple et la protection de la révolution et ses acquis contre les ennemis révèle une importance particulière que l'Imam Khomeiny présente comme l'unique voie pour se dresser contre les ennemis, et l'unique moyen de renforcer les bases du système islamique. Dans un autre passage, l'Imam recommande aux hommes de l'État et au parlementaire le respect de l'opinion du peuple car c'est un devoir pour l'État. La République islamique est le résultat de la présence et du sacrifice du peuple ;

« Je recommande à l'assemblée nationale, au gouvernement et à ses fonctionnaires de reconnaître la valeur et la grandeur de ce peuple et de ne pas relâcher un moment, la passion de le servir plus particulièrement les faibles, les opprimés, et les pauvres qui sont la prunelle de nos yeux et les sources de nos bontés et de la République islamique. C'est grâce à leur sacrifice que tout ceci a été acquis, et la pérennité de tout ceci dépend également des services qu'ils ont rendus. »<sup>39</sup>

On peut résumer cet article en quelques points, il a été dit que la théorie du gouvernement selon l'Imam Khomeiny, découle de la pensée politique de l'islam et des enseignements religieux, plus particulièrement les enseignements du chiisme. Cela s'est déjà concrétisé dans un modèle de gouvernement à Médine, et le gouvernement du premier guide des chiites. Dans la conception du rapport entre l'Etat et le peuple, qui ne doit pas être un rapport du commandant et du commandé, un sens de responsabilité doit régner entre les deux au profit du destin de la société islamique. Le gouvernement islamique en tant que serviteur, respectueux du dépôt, et tuteur de la communauté islamique est tenu en plus des activités relevant des domaines politique, économique et sociale, de favoriser l'épanouissement spirituel et le bonheur éternel des individus.

Le principe de l'acceptation de la responsabilité de tous les citoyens musulmans crée une relation et des droits mutuels entre l'État et le peuple. Tous les deux corps se retrouvent dans l'engagement de respecter et appliquer la loi. Appliquer ces droits et les respecter favorise la coopération, la solidarité, la compréhension mutuelle et la fraternité entre l'État et le peuple. Cela favorise l'émergence et l'évolution de la société islamique et aussi, cela contribue au progrès politiques, à la création des institutions respectueuses des lois et au renforcement de l'ordre politique.

---

<sup>38</sup> Ibid vol.19 page 58-59

<sup>39</sup> Rédaction thématique sur le testament de l'Imam Khomeiny, page 98